

29 juin 1990 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, notamment sur la nécessité d'accroître le nombre des étudiants diplômés de qualité pour rester dans la compétition internationale, sur la construction de locaux et la mission des universitaires, La Sorbonne, le 29 juin 1990.

Je veux d'abord remercier ceux qui ont réalisé cette synthèse des travaux qui ont lieu depuis quatre jours. En vous écoutant, j'ai mesuré combien les Assises de l'enseignement supérieur marquent un moment important puisqu'elles permettent de dresser un bilan aussi précis pour l'avenir que possible de la situation, de tracer les voies à emprunter, pour mettre en place le dispositif d'enseignement supérieur dont le pays a besoin.

- Je constate avec plaisir et intérêt que vos travaux ont été documentés, rigoureux et prospectifs. C'est sur ces fondations qu'il faut maintenant réaliser notre université de l'an 2000. Nous n'aurons pas tellement d'occasions de retrouver un tel concours d'avis, de conseils, une telle participation d'hommes et de femmes vivant ce problème, en faisant leur préoccupation essentielle avec la passion que vous évoquiez tout à l'heure.

Nous savons bien qu'il y a beaucoup à faire pour développer comme il convient notre système d'enseignement supérieur. Alors si vous le voulez bien j'apporterai ma contribution, répétant au besoin ce qui a été dit, et précisant nos principaux objectifs.

- Une première réponse : il faut faire progresser l'égalité d'accès à la connaissance, à la culture et à la formation. Trop de jeunes n'ont pas, pour des raisons matérielles, la possibilité de poursuivre des études et d'acquérir la qualification dont ils seraient capables. Même si la situation s'est améliorée depuis quelques années, notre Université reste encore trop souvent réservée à ceux qui ont la chance de pouvoir franchir les obstacles du lycée, non seulement parce qu'ils en ont l'intelligence et le caractère, mais aussi parce qu'ils sont en mesure matériellement d'y parvenir et de prolonger leurs études selon les qualités qui sont les leurs. Si cette situation se prolongeait, ce ne serait pas acceptable. Quoiqu'en pensent quelques esprits chagrins, qui se font entendre, il faut augmenter et augmenter massivement le nombre des étudiants.

- Au demeurant, je ne le dirais pas que cela se ferait ! C'est dans le mouvement naturel les choses. Alors, autant s'y préparer.

- L'accès du plus grand nombre au savoir ce n'est pas un luxe ! On cherche toujours ses auteurs, ses références et eh bien Condorcet le disait en 1792 : "c'est pour la puissance publique un devoir imposé par l'intérêt commun", et il ajoutait : parce que c'est le moyen "de rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi".

- Tel est l'objectif que visaient les grands projets scolaires de la Révolution : favoriser une diffusion plus démocratique du savoir pour permettre tout simplement de faire progresser notre peuple et ses institutions démocratiques. L'accès du plus grand nombre... Alors on a commencé par l'école primaire, de Guizot à Jules Ferry. Puis on a continué par le second degré, trop timidement sans doute et trop tardivement, mais cependant de plus en plus vite ces dernières

années. Avec la Loi d'orientation adoptée en juillet dernier, huit jeunes sur dix accéderont bientôt au niveau du baccalauréat.\

Eh bien franchissons maintenant une nouvelle étape. C'est bien pour cela que vous êtes réunis. D'abord, c'est une question de justice sociale et c'est bien la moindre des choses. Au nom de quoi justifierait-on qu'un fils d'ouvrier, d'employé, d'agriculteur, ait deux ou trois fois moins de chances d'entrer à l'université qu'un autre lycéen ? Au nom de quoi justifierait-on qu'un enfant de famille modeste soit obligé d'interrompre ses études trois ou quatre ans plus tôt qu'un autre, même s'il réussit bien, si ses résultats sont bons, s'il a les possibilités de suivre une formation plus qualifiante ? C'est là un intolérable gâchis pour les individus et pour la société. Je sais bien que tout le monde ne peut aller au terme des études les plus longues ou les plus difficiles. Mais qu'au moins le choix de s'arrêter à un moment donné soit le moins souvent possible imposé par le manque de moyens matériels ou par la situation de famille !

- Il existe des bourses. Il existe des correctifs que l'éducation nationale utilise le mieux possible. Ces bourses ont été augmentées cette année, mais elles sont encore insuffisantes. Il faut que le nombre de bénéficiaires de bourses augmente dans l'immédiat. J'en ai débattu avec M. le ministre de l'éducation nationale et nous avons dit au moins 10 % tout de suite. Parallèlement il faut que le montant de chaque bourse soit amélioré.

- Cette augmentation importante bénéficiera à plusieurs dizaines de milliers de jeunes dont la vie et les études seront de ce fait un peu moins difficiles.\

Je sais que le gouvernement travaille d'autre part à l'idée d'un prêt pour études. Et je vous dirai tout de suite que j'y suis très favorable et que j'y pousse au maximum, car il faut compléter les bourses. Alors pourquoi pas un prêt, si cette innovation peut aider les jeunes ? Il s'agit au fond d'une indépendance de vie dans la manière de poursuivre ses études, d'une capacité nouvelle. Bien entendu, il faudra respecter un certain nombre de conditions avant de décider de franchir ce pas qu'il faudra franchir. La première est que ce projet soit discuté avec les intéressés, je veux parler des étudiants. La seconde est que ce ne soit qu'un complément, parce que les bourses sont quand même l'essentiel de l'aide sociale à apporter. Et d'autre part un prêt ne doit pas aboutir à un endettement excessif pour un jeune qui entrera bientôt dans la vie active et qui, précisément, c'est le point de départ de notre démonstration, ne dispose d'aucune aide familiale.

- Il faut donc réfléchir au prêt et agir aussitôt. Je pense à des expériences comme celle de la ville de Chenôve qui attribue une allocation aux étudiants. Vous avez entendu parler des plans-épargne-étude. Il y a beaucoup de méthodes possibles. Il faut s'engager résolument dans cette voie.

- Avant d'en parler ici, je m'en suis entretenu avec Lionel Jospin et je sais que sa préoccupation va aussi dans ce sens. Alors il n'y a pas de raison qu'on n'y arrive pas. En tout cas moi je n'ai pas à décider quelle est la bonne formule. Mais je suis capable comme vous tous de percevoir laquelle serait la meilleure dès lors qu'elle serait proposée. Alors proposons et agissons ! Si on ouvrait les portes de l'université à des centaines de milliers de jeunes sans avoir réglé ce problème initial, malgré tout ce que l'on pourrait faire, l'égalité des chances n'existerait pas. Chacun a déjà compris qu'il n'y a pas de droit sans le moyen de l'exercer.\

Deuxième série de considérations pour la même raison : il faut entendre l'inquiétude des jeunes, ils nous la disent de plus en plus, ils ne se sentent pas suffisamment informés sur les choix qu'ils ont à faire. Je me souviens d'une visite récente que j'ai faite à Evry, où ce problème était étudié de près. Très intéressant. Un certain nombre d'idées ont été émises au sujet des moyens mis à la disposition des jeunes pour qu'ils puissent s'orienter en connaissance de cause. Le passage du lycée à l'université n'est pas simple à vivre, et s'il n'est pas suffisamment organisé, il engendra des difficultés qui conduiront, elles aussi, à l'échec. Par exemple, pour nombre d'entre eux, une réorientation est toujours possible, encore faut-il s'en occuper, sans quoi l'échec devient irrémédiable, et cela, ce n'est pas acceptable. Alors travaillons aux formules nouvelles, c'est ce que vous faites depuis quelques jours. Il en existe pour mieux informer sur les carrières, pour donner des conseils individualisés dans chaque université, pour aider au travail personnel de ceux qui en ont besoin.

- Bref il faut entendre les étudiants, les jeunes lycéens quand ils nous parlent de leurs difficultés

Et, il faut entendre les étudiants, les jeunes lycéens, quand ils nous parlent de leurs amonitions et il faut leur répondre. Je désire qu'on tire les conséquences de cette situation de fait. Là encore, c'est une condition nécessaire.\

Troisième série d'observations : pour développer vigoureusement notre politique universitaire, s'ajoutant à la nécessité démocratique et à la volonté de justice sociale, un élément est indispensable, il s'agit de notre développement économique et technologique sans formation, pas de développement, pas de présence de la France dans la compétition mondiale qui s'ouvre de plus en plus aujourd'hui. Heureusement, nous pouvons avoir confiance dans notre pays et dans le peuple que nous représentons, heureusement je le souligne. Mais il faut faire ce qu'il faut, c'est-à-dire procéder à un accroissement considérable du nombre de diplômés de qualité à tous niveaux. Ce n'est pas pour rien, après y avoir beaucoup réfléchi, que j'ai fixé, il y a déjà pas mal d'années, la formation comme une priorité parmi les priorités, la formation et la recherche.

- Vous le savez, la France dispose de moins de diplômés que ses principaux concurrents. Dans l'industrie, il n'y a guère que 35 % de nos salariés qui possèdent un diplôme professionnel, alors que ce nombre avoisine 80 % en République fédérale allemande. Nous ne sommes pas mieux placés pour ce qui est de l'enseignement supérieur, puisque les Allemands - terme de comparaison choisi en l'occurrence - scolarisent près de deux fois plus de jeunes que nous au-delà de 20 ans. Je pourrais aussi citer le Japon, où 90 % des adolescents sont encore en formation à 18 ans.

- Alors ces chiffres, bien entendu, ne recouvrent pas toute la réalité. Tout cela n'est pas aisément comparable. Nous avons dans notre système bien des avantages dont ils ne disposent pas. Donc, il faut prendre des précautions quand on établit ce genre de statistiques. Ce n'est pas parce qu'un pays scolarise plus de jeunes qu'un autre que son système scolaire est nécessairement meilleur. Mais enfin, tout de même, on ne dira pas que c'est en formant moins de diplômés que nous obtiendrons les meilleurs résultats.

- Je n'ai pas évoqué ces comparaisons par un simple souci de faire un classement, mais c'est parce que le dynamisme économique d'un pays dépend de plus en plus du niveau de formation de sa population.\

Il n'y a pas si longtemps, un pays devait posséder des matières premières pour s'enrichir. Il y a déjà quelque temps que cela est dépassé. Il faut être capable de produire des marchandises finies ou des objets finis ou semi-finis. Rien ne peut véritablement aboutir au développement de la prospérité si l'on ne dispose pas de la maîtrise des connaissances, de la capacité d'invention, d'innovation, qui devient l'essentiel ! A l'allure où vont les inventions scientifiques et leurs traductions techniques, en quatre ou cinq ans le paysage se bouleverse et qui ne suit pas l'évolution du temps est basculé sur le bord de la route.

- Je pense que pour bien des productions, la haute technologie indispensable ne trouvera son aliment que dans la formation intellectuelle, que dans le moyen qui sera donné par l'université.

- Les professions dont notre économie aura de plus en plus besoin, ce sont des professions qui requièrent une très haute qualification et qui ne peuvent pas, oui, laisser en même temps, être exercées sans une très solide formation générale.

- Les tâches de simple exécution diminuent considérablement. Elles vont encore diminuer. Qui se plaindra de cette évolution ! En revanche, les métiers qui imposent un niveau au moins égal au baccalauréat vont se multiplier. C'est pourquoi la loi d'orientation, promulguée l'an dernier, a fixé comme objectif d'amener 80 % de ces jeunes au niveau indiqué.\

Et cependant, il ne serait pas suffisant de s'arrêter à ce stade. Si nous voulons garder notre place dans la compétition pour le moins européenne et le plus souvent mondiale, il faut augmenter aussi le nombre des diplômés de l'enseignement supérieur. Les emplois qui nécessitent au moins deux années de formation après le baccalauréat, se développent vite, notamment dans les secteurs de la santé, de l'action sociale, du commerce, de l'artisanat, de l'administration. Et pour les emplois qui requièrent trois à quatre années supplémentaires après le baccalauréat, voire plus, on peut prévoir également une croissance très forte : ingénieurs, chercheurs, gestionnaires, enseignants, toutes professions en voie de développement. Et nos entreprises tirent la sonnette d'alarme : au moment où il y a tant et trop de chômeurs, elles ne trouvent pas les collaborateurs

dont elles ont besoin. Cette inadapation n'est pas tolérable.

- Toute l'histoire de la crise est là. Notre société n'a pas su s'adapter en temps voulu à l'évolution des métiers, des technologies, et l'on peut être inquiet pour la prochaine génération si nous n'avons pas très vite de rattraper ce qui ne le sera plus dans peu de temps. Les emplois vont en croissant, quelques 600000 au cours de ces derniers mois, et le chômage baisse très peu en raison de ce décalage qu'il faut absolument compenser.

- J'ai développé il n'y a pas si longtemps ce thème pour les carrières d'ingénieur. C'était encore à Evry, nous y étions ensemble. J'ai demandé que l'on double le nombre des étudiants qui se préparent à devenir ingénieurs. J'ai demandé aux universités comme aux grandes écoles de s'y employer sans attendre.

- Il y a maintenant un tas de projets qui sont en préparation. Je souhaite qu'ils aboutissent rapidement. Dans certains domaines, je puis vous dire que c'est fait, notamment dans les télécommunications. J'attends que l'on puisse marquer l'avance, que l'on puisse compter un plus grand nombre d'accessions à quelques grandes écoles, et former plus d'ingénieurs dès la rentrée prochaine.

- Quand j'ai parlé de doubler, j'envisageais quatre années. Il ne faut donc pas perdre la première. Je ne fais pas comme je le vois écrit dans un certain nombre de journaux, une sorte de surveillance tatillonne à l'égard de chacune des actions du gouvernement. Je pense qu'il est quand même de mon rôle de dire de temps à autre ce qui me paraît nécessaire, du moins dans les grandes lignes de l'action, et je dis que ce doublement du nombre d'ingénieurs, cette ouverture de nos grandes écoles et de l'université à la formation d'ingénieurs, c'est un impératif. Enfin, on ne peut pas raisonner avec 56 millions d'habitants en 1990 comme on le faisait à l'époque de Napoléon Bonaparte ! On ne peut pas tenir ces écoles, ces universités, dans l'état strict de référence qu'exigeait la technicité de l'époque. Cette mesure, sur laquelle je me permets d'insister, doit mobiliser l'ensemble des ministres qui ont en charge ces écoles et l'université, et je sais naturellement que chacun s'y met.\

Mais au-delà des ingénieurs, il faut aussi augmenter le nombre des diplômés des diverses voies de l'enseignement supérieur. Toutes les disciplines sont visées par ce propos. Toutes. Celles qui relèvent des sciences exactes, comme celles qui relèvent des sciences humaines, parce que la diversité des compétences est une nécessité. Il n'y a pas une seule forme d'excellence ! En développant l'ensemble des disciplines, nous avons quelques chances d'appréhender le monde tel qu'il va se présenter, c'est bien le titre de vos assises, l'an 2000, qui sert de référence symbolique.

- Actuellement, le nombre des diplômes chaque année délivrés après deux années d'études supérieures est de 90000 environ. Il devra tendre vers 180000 dans les dix ans qui viennent. Quant aux diplômes qui vont de la licence au doctorat, on en délivre 90000 également chaque année. Il est souhaitable d'aller vers 200000. Ce sont des objectifs fixés non pas par hasard mais après avoir consulté ceux qui s'en occupent et ceux qui sont compétents. Mais à nous la charge de les transformer en objectifs politiques, pour que la formation à donner aux jeunes soit conçue en fonction des besoins de notre pays, pour que l'avenir de nos enfants soit conforme aux ambitions que nous formons pour eux.\

Quatrième observation : une telle volonté nous impose bien entendu des sacrifices financiers. Ce développement ne peut pas se faire au détriment de la qualité. Il ne s'agit pas de fabriquer de quasi-universités, ni de faire des formations de petite qualité. Vous avez insisté sur ce point. Le nombre peut varier mais pas la qualité. En tout cas, elle doit toujours être recherchée, et je connais des universitaires qui s'y consacrent depuis déjà de nombreuses années et dont les conseils sont fort utiles.

- Nous n'aurions rien à gagner à construire dans l'à peu près. L'Université française a une réputation véritablement méritée. Eh bien il ne faut pas qu'elle la perde. Si l'augmentation du nombre d'étudiants impose la création de nouveaux lieux d'enseignement, dans des villes où il n'y avait pas d'université jusqu'à présent, ou la transformation des universités là où elles se trouvent, ce qui est l'objet des plans et des projets qui m'ont été montrés, il ne faut pas que ceci

conduise à des formations moins exigeantes que celles des grands centres universitaires. La qualité, un maître-mot qui doit guider chacun et tous, et en particulier pour le plan de développement de l'enseignement supérieur en préparation.\

J'ai également dit, à une époque récente, qu'il convenait de prévoir la réalisation d'au moins 1500000 mètres carrés nouveaux pour rattraper le retard et faire face à l'augmentation des effectifs. Ce n'est pas un problème mineur. Nous avons un retard à rattraper, c'est vrai. La recherche de la qualité exige une attention particulière à tous les éléments qui entrent en jeu, et en particulier à la conception architecturale, à la réalisation matérielle des constructions nouvelles. Il faut qu'on se sente bien en harmonie avec les lieux où l'on travaille. Ce n'est pas une exigence subalterne. Alors je demande naturellement qu'on y veille. Et on y veille : je le dis avec satisfaction.

- On a suffisamment produit de réalisations malheureuses pour qu'on en soit définitivement guéris. On a vu suffisamment de paysages gâchés, de bâtiments incertains, d'esthétique oubliée. Après tout, nos étudiants et leurs professeurs ont bien le droit de vivre dans des conditions qui leur plaisent. Et ce n'est pas le moindre élément de la réussite de notre enseignement supérieur.

- Je tiens également à attirer votre attention sur le fait que la qualité ne se limite pas à la construction de locaux d'enseignement, mais aussi des lieux d'accueil pour les étudiants, pour l'étude, des bâtiments pour la recherche, des laboratoires, des bibliothèques, des vidéothèques. Une université digne de ce nom ne peut pas se résumer à des activités d'enseignement : il y a le travail documentaire, les séminaires d'information, de confrontation, la recherche, et tout ce qui est indispensable à la vie de ceux qui viennent se former. Voilà pourquoi le plan de développement de l'enseignement supérieur ne peut pas oublier et n'oubliera pas cet aspect. La formation en souffrirait. L'augmentation du nombre de diplômés perdrait une large part de son intérêt.\

Et je dois dire que l'ensemble de ces recommandations doit être complété par le fait que j'observe avec un intérêt passionné l'évolution des esprits dans ce domaine. Ce qui a été si difficile à faire entendre au cours de ces dernières années, grâce à l'effort de ceux qui en ont la charge, grâce à la ténacité du ministre de l'éducation nationale, commence à être perçu après le temps d'incubation. Les Français, et je pense les universitaires, tous ceux qui participent à la vie de l'université, se rendent compte que cela a bougé, et qu'en peu d'années notre enseignement supérieur va connaître un développement grâce aux moyens que nous mettons en oeuvre. Cela exige non seulement la ténacité dont j'ai parlé, la patience, mais aussi l'imagination. Il faut croire en soi-même, et je me demande pourquoi l'université douterait d'elle. Elle a en elle tous les éléments de sa propre réussite. Il n'est pas nécessaire d'aller en chercher ailleurs.

- Elle les a, je le répète, en elle-même, à condition qu'elle se sente encouragée. Qu'elle sente que c'est un effort national. Qu'elle est en pointe d'un mouvement général. Qu'elle exprime une volonté de progrès qui se reporte sur tous les plans et qu'elle est un élément d'animation, de dynamisme et d'énergie, d'intelligence, d'imagination. Si les universitaires sentent qu'ils sont accompagnés par un peuple tout entier et par ceux qui ont charge de veiller aux destinées du pays, alors croyez-moi, ils se trouveront à l'aise. Ils ne demandent pas mieux que de mettre en oeuvre les qualités et l'ambition qui sont les leurs.\

En effet, à propos de ce plan de développement, une autre question est posée, celle de savoir qui y participe, qui en a l'initiative. C'est à l'Etat, c'est la législation qui le dit, et à ses institutions, que reviennent la tâche de gérer l'enseignement supérieur. Alors, je suis naturellement au courant de toutes ces discussions qui ont lieu sur la façon de décentraliser, sur le rôle des collectivités territoriales, qui désirent, en effet, s'associer à la réalisation des plans en préparation. Je crois savoir que vous en avez beaucoup parlé au cours de ces Assises. Alors, est-ce qu'il faut décentraliser davantage ? Moi, je le pense. Mais est-ce qu'on va trancher comme cela ? A vous de me le dire. Ce qui importe pour l'instant, en tout cas, c'est que le réseau universitaire soit étoffé comme il convient et sans perdre de temps. Je pense qu'il doit y avoir de multiples moyens d'organiser la coopération, le contrat entre l'Etat et les différentes instances qui souhaitent prendre part à l'évolution de l'enseignement supérieur. Après tout, ce n'est pas indispensable de gaspiller notre énergie dans des discussions sur la réforme possible, bien que ce

indispensable de gaspiller notre énergie dans des discussions sur la réforme possible, bien que ce soit une énergie utile. Dès maintenant, accroissons et rénovons notre tissu d'enseignement supérieur. Quand nous l'aurons fait, nous pourrions nous poser d'autres questions. L'enjeu est trop important. C'est même très sympathique et prometteur que de voir cet engouement, cette envie de prendre part, cette compétition à qui pourra disposer d'une compétence et d'une autorité dans le développement de notre enseignement supérieur. Je pense que, plutôt que de diversifier à l'excès, que de diviser, de faire exploser, il serait souhaitable que chacun contribue à l'oeuvre commune. Et puis l'Etat a des devoirs au regard de la République. On a le droit d'avoir une certaine conception de l'enseignement qui permette à la fois d'unir tous les efforts. Là-dessus, j'encouragerai le gouvernement à multiplier toutes les formes de contrats, de coopérations, sans cependant que l'on puisse renoncer au sens même de l'université. En développant les autonomies, c'est bien entendu l'argument, et cela ne m'effraye pas, je trouve cela très bien, mais encore faut-il qu'il y ait une ligne commune, et c'est à l'Etat qu'il importe de la définir.\

Je viens de vous dire qu'il convenait d'aider l'université, je ne veux pas oublier les universitaires. Mais moi, pour en avoir rencontré un certain nombre, dans mon existence, et particulièrement dans mes responsabilités politiques, vraiment, j'ai confiance, dès lors qu'ils se trouvent dans un environnement favorable et non pas toujours montrés du doigt comme étant ceux qui poursuivent leurs recherches égoïstement et qui oublieraient ce qu'ils ont à faire, c'est-à-dire à s'occuper des étudiants. Cette caricature a pu être justifiée de temps à autre, mais elle ne peut pas résumer l'ensemble et signifier le progrès qui est posé. On ne s'engage pas dans ce métier, sans être porté par un grand idéal, sans avoir eu la volonté de transmettre, d'échanger, d'apprendre. Oui, enseigner aux autres & cette communication, ce lien vaut tous les autres, croyez-moi.

L'enseignement, on ne peut pas le poursuivre, y consacrer sa vie sans croire que cela répond à une obligation supérieure. Moi, je crois que cette qualité-là, que cet élan, que cette fraîcheur du premier jour, sont présents beaucoup plus qu'on ne le croit, à tous les échelons de notre enseignement supérieur. Je me souviens du conseil que j'avais demandé au Collège de France, je me souviens de ce qui m'a été dit par la commission d'évaluation et par ceux qui en ont la charge. Beaucoup de choses ont été dites qui méritent grande réflexion. On a, par exemple, rapproché, je crois, la culture technologique de la culture dite plus traditionnelle. On ne cesse de les opposer, comme on le faisait naguère du temps de ma propre jeunesse. Il y a une volonté de donner aux jeunes une formation plus conforme à l'état du monde. Alors cela change les habitudes, cela pose des problèmes. Allons-y ! les problèmes sont faits pour être résolus, bien que - c'est une réflexion que je me fais souvent - il y a un certain nombre de problèmes qui sont faits pour n'être pas résolus. Mais ce n'est pas le sujet dont je parle...\

Je ne voudrais pas oublier au passage les personnels non enseignants qui ont à prendre aussi en main, de la même façon, chacun selon ses compétences, les évolutions dans leurs secteurs respectifs. Un campus n'est pas fait seulement de salles de cours, d'amphithéâtres, et ce n'est pas le fait d'une seule profession. Les femmes et les hommes qui font vivre l'université exercent on le sait bien, des métiers très divers, complémentaires mais très divers.

- Tous sont d'une manière ou d'une autre au service de l'enseignement, de la formation, de la recherche. Tous s'attachent à réaliser les adaptations nécessaires car tous font partie, il faut s'en pénétrer et l'administration doit le savoir davantage, de la communauté universitaire. Je ne veux pas manquer l'occasion de le dire et de saluer ceux auxquels je m'adresse et de les remercier pour la part active qu'ils prennent pour l'expansion de l'enseignement supérieur.

- Voilà, mesdames et messieurs, après avoir peut-être trop longtemps retenu votre attention, quelques-unes des réflexions que je souhaitais vous livrer, en conclusion de vos travaux et par référence à ces travaux. Il me restera maintenant à prendre connaissance de vos propositions dans le détail, dans le compte-rendu qui me sera transmis, puis à étudier le plan de développement que le ministre de l'éducation nationale prépare. Je le dis, parce que c'est vrai, je serai particulièrement vigilant, non pas parce que je suis inquiet, j'ai dit je fais confiance à ceux qui en ont la charge, que je connais depuis longtemps et que j'estime, mais c'est un travail que nous devons mener ensemble car je suis convaincu que l'avenir de l'Université déterminera et

détermine déjà l'avenir de la France.

- Alors puisqu'il faut s'y mettre tous : pourquoi pas moi... ?\